

AUSTRALIE

L'économie australienne, stimulée par le boom minier, devrait connaître une expansion robuste en 2011 et 2012, comprise entre 3 ½ et 4 %. Cette forte croissance, dopée par les gains des termes de l'échange et le dynamisme des investissements, fera reculer le chômage.

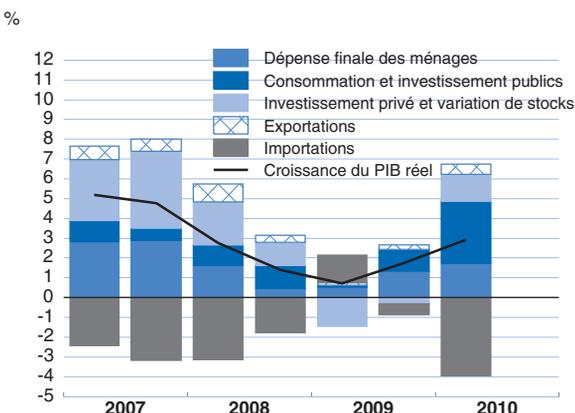
Le renforcement prévu de la demande devrait rendre nécessaire un nouveau resserrement des conditions monétaires pour assurer le maintien d'une reprise non inflationniste. Le plan d'assainissement budgétaire engagé doit aussi être poursuivi, comme le prévoient les projections, afin de reconstituer les marges de manœuvre utilisées lors de la crise. Des réformes sont requises pour renforcer les capacités d'offre des secteurs immobiliers et des infrastructures et limiter les goulets d'étranglement que risque d'amplifier le boom minier.

La vigueur de la reprise s'est renforcée

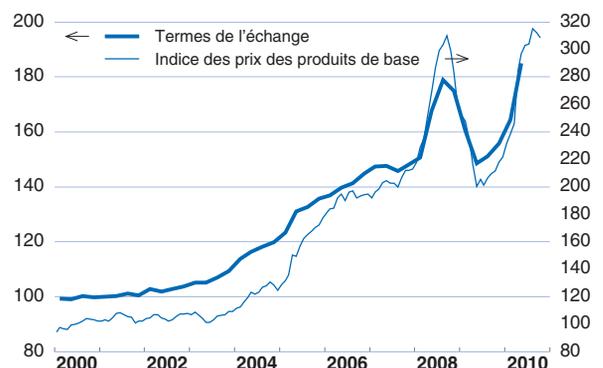
La croissance de l'économie a reposé sur des bases plus larges et s'est accélérée pour atteindre 3 % en glissement au premier semestre 2010. La consommation privée et les investissements immobiliers se sont renforcés, les exportations ont profité de la forte demande des pays asiatiques et la progression des dépenses publiques est restée solide malgré un ralentissement au deuxième trimestre. Ce dynamisme de l'activité, bien que freiné par la baisse des stocks et la hausse des importations, devrait rester soutenu pendant le reste de l'année. La confiance des entreprises et des ménages est toujours bien orientée. Les firmes ont accru leurs profits et revu en hausse leurs projets d'investissements déjà ambitieux. Les perspectives sont particulièrement favorables dans le secteur minier, du fait de la hausse des prix des produits de base liée à la forte demande du marché chinois. La demande de travail à taux plein, en recul lors de la crise, s'est renforcée et l'offre de travail reste soutenue par la croissance de l'immigration. Le taux de chômage a fléchi à 5.1 % en septembre 2010. La hausse des salaires est

Australie

Les bases de la reprise se sont élargies
Contribution à la croissance du PIB réel¹



Les prix des produits de base et les termes de l'échange ont de nouveau augmenté
Indice base 100 en 2000



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88 et Reserve Bank of Australia.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932353089>

Australie : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants, milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2007/2008)				
Consommation privée	635.9	1.9	1.7	3.3	3.2	3.2
Consommation publique	192.9	3.3	2.8	5.2	2.1	1.7
Formation brute de capital fixe	323.5	9.0	-1.1	7.0	6.6	8.5
Demande intérieure finale	1 152.4	4.1	1.1	4.7	4.0	4.5
Variation des stocks ¹	6.5	-0.4	-0.5	0.4	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 158.9	3.7	0.5	5.1	4.0	4.5
Exportations de biens et services	217.6	3.1	1.0	4.7	6.1	6.5
Importations de biens et services	239.0	11.1	-8.3	13.3	8.1	8.4
Exportations nettes ¹	- 21.4	-1.7	2.0	-1.8	-0.6	-0.6
PIB aux prix du marché	1 137.5	2.1	1.2	3.3	3.6	4.0
Déflateur du PIB	—	6.4	0.3	5.9	3.5	2.5
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	4.4	1.8	2.9	2.8	2.9
Déflateur de la consommation privée	—	3.7	3.1	2.6	2.7	2.9
Taux de chômage	—	4.2	5.6	5.2	4.9	4.7
Taux d'épargne des ménages ²	—	1.9	5.1	2.2	2.5	2.9
Solde des administrations publiques ³	—	0.4	-4.0	-3.3	-1.7	-0.4
Balance des opérations courantes ³	—	-4.5	-4.4	-2.3	-1.9	-2.6

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354837>

toutefois restée modérée. L'inflation sous-jacente, qui a baissé à 2½ pour cent au troisième trimestre 2010, est revenu au milieu de la fourchette-cible 2-3 % de la Reserve Bank of Australia (RBA). L'inflation totale, poussée par la hausse des prix du tabac et des coûts du logement, se situait à 2.8 % au troisième trimestre 2010.

Un nouveau durcissement des conditions monétaires sera nécessaire

La politique monétaire, qui a été resserrée plus tôt que dans les autres pays de l'OCDE, a conservé une orientation neutre, avec le maintien du taux cash de la RBA à 4.5 % entre mai et octobre 2010. En novembre 2010, la RBA a relevé de nouveau ses taux directeurs de 25 points de base à 4.75 %. La croissance des crédits ne se redresse que progressivement, ce qui témoigne d'un comportement d'endettement prudent des ménages et des entreprises. Le taux de change effectif, qui a retrouvé son niveau d'avant la crise, est resté stable depuis la fin 2009 et le marché boursier n'a guère progressé depuis un an. Les projections de l'OCDE tablent sur un nouveau resserrement monétaire pour modérer les pressions de la demande et éviter que le niveau d'inflation, relativement élevé en ce début de cycle, se renforce.

La situation budgétaire est bien maîtrisée

La dette des administrations est faible et le déficit, à près de 4 % du PIB en 2009, devrait fléchir grâce à la croissance plus forte et au plan d'assainissement en cours d'application. Celui-ci limite la hausse réelle des dépenses fédérales à moins de 2 % par an jusqu'au retour d'un excédent budgétaire de 1 % du PIB. L'application de cette stratégie, qui est prise en compte dans les projections, aura un effet restrictif sur l'activité et devrait assurer le retour à un surplus dès 2013.

La croissance, stimulée par les investissements, devrait être robuste

La reconstitution des stocks et la hausse des investissements des entreprises devraient constituer les principaux moteurs de la croissance qui devrait dépasser son rythme tendanciel jusqu'en fin 2012. La vigueur de la demande des grands pays asiatiques et le niveau élevé des termes de l'échange vont favoriser le secteur minier, dont l'expansion devrait avoir un effet d'entraînement sur le reste de l'économie. Ces développements compenseront vraisemblablement l'affaiblissement de la demande publique et stimuleront les créations d'emploi, lesquels vont soutenir les revenus et la consommation des ménages. Le chômage pourrait baisser à moins de 5 % dès la mi-2011. Le maintien d'un écart de production négatif au cours de la période de projection devrait permettre de stabiliser l'inflation entre 2 ¼ et 3 pour cent.

Les risques entourant ce scénario semblent équilibrés

Les perspectives positives à moyen terme associées au développement de la Chine pourraient renforcer la confiance et induire une plus grande vigueur que prévu de la demande intérieure. Toutefois, ce scénario pourrait aussi être négativement affecté par de nouvelles turbulences financières dans la zone OCDE ou par un ralentissement inattendu de l'économie chinoise.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-12-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.